

## **J'ai honte.**

J'ai honte de mon pays. J'ai honte de mon peuple.

Nous sommes incapables de nous mettre autour d'une table pour résoudre nos problèmes. La Centrafrique a été toujours une terre d'accueil et le restera. Tous les peuples d'Afrique installés dans notre pays depuis plusieurs générations sont des citoyennes Centrafricaines et citoyens Centrafricains à part entière. Ils n'ont pas besoin de documents officiels pour le prouver.

C'est une tragédie honteuse qui se passe à nos yeux, intellectuels, responsables religieux, responsables de la magistrature, politiciens, politiciennes, responsables gouvernementaux, responsables militaire, citoyennes et citoyens de Centrafrique.

On dit souvent, qu'en temps normal, la raison suffit à gouverner, mais qu'en cas de crise, la raison ne suffit plus, il faut avoir du cœur. Centrafricaines, Centrafricains avons-nous du cœur ?

Je lance un appel à tous les citoyennes et citoyens de mon pays de s'opposer à l'exode des populations des pays voisins et frères qui ont vécu depuis plusieurs générations chez nous. Ces populations ont le même droit et devoir que nous, soit disant natifs de Centrafrique. C'est une honte nationale de les pousser à l'exil dans des pays qu'ils ne connaissent même pas, que de nom.

Le conflit Centrafricain aura une fin un jour, nous serons malheureux de nos actes, nous regretterons nos comportements.

J'appelle toutes les populations étrangères qui aiment notre pays, qui y vivent depuis des générations de rester et de résister à la tentation de partir. Vous êtes chez vous, hier, aujourd'hui et demain.

Nos autorités sont incapables de gérer la situation.

Nos autorités sont incapables de défendre la population sur l'ensemble du territoire quelque soit son origine.

Nos autorités sont incapables de se remettre en cause pour trouver une voie de sortie.

Nos autorités nous donnent l'impression d'être pris en otage, mais par qui ?

Nos autorités ne cherchent pas le dialogue.

Nos autorités ne veulent pas reculer d'un pas pour amorcer le dialogue.

Nos autorités sont terrées, paralysées par je ne sais quoi, au lieu de s'investir ouvertement dans un processus de dialogue national.

Nos autorités sont incapables de proposer une sortie de crise.

Nos autorités ne rêvent que de pouvoir.

Nos autorités s'investissent que dans des créations de partis fantoches.

Nos autorités sont incapables de parler d'une seule voix, à l'unisson : « Arrêtons ces massacres, plus jamais ça ».

Par nos autorités, j'attends nous tous, membres du gouvernement, responsables de la magistrature, responsables religieux, intellectuels, citoyennes, citoyens, étudiantes, étudiants, chefs de villages, responsables de parties, autorités militaires, diplomates de la Centrafrique.

Nous sommes aux abonnés absent, il n'y a pas un homme ou une femme de ce pays qui sort du lot pour canaliser le peuple, pour proposer une sortie de crise honorable.

Le monde entier nous regarde, le monde entier a l'impression de regarder ce qui se passe en Centrafrique comme dans des pages de livres d'histoire, réservées aux guerres tribales, de tranchées, moyenâgeuses, de religions, de sécession, guerres de 100 ans, ...

Comment pouvons-nous être la risée du monde entier ?

Qu'avons-nous fait pour tomber si bas ?

Sommes-nous fier de nous comporter comme des barbares ?

Comment avons-nous perdu la raison ?

Comment pouvons-nous sortir de cette spirale de violences ?

J'aime mon pays. Je me bats pour mon pays, pour garantir son intégrité territoriale, pour sa pacification, pour son développement, pour sa prospérité, pour son émancipation, afin d'assurer un avenir meilleur à mes parents, à mes enfants, à mes petits enfants, à la génération future.

Alors, jetons nos armes dans le fleuve Oubangui, tendons-nous la main et canalisons nos énergies autour d'un projet pour favoriser le dialogue et la réconciliation nationale.

Vive la Centrafrique !  
Vive le peuple Centrafricain !

**Bendo Sinclair**  
**Citoyen Centrafricain en Suisse**  
**29 Décembre 2013**